



10 août 2021

H.E. Dr. Michelle Bachelet

United Nations High Commissioner for Human Rights

Palais Wilson

Quai Wilson 47

CH-1201 Geneva, Switzerland

(via email: mbachelet@ohchr.org)

Objet: Indignation après des cas d'enlèvement d'enfants à Uvira/Fizi, République Démocratique du Congo

Chère Madame la Haute-Commissaire,

L'Alliance Internationale des Femmes est une organisation internationale non gouvernementale qui travaille pour la promotion des droits fondamentaux des femmes dans le monde, en se concentrant particulièrement sur l'autonomie des femmes, les questions de développement et, plus largement, sur l'égalité des sexes.

Avec horreur, des alliés des défenseurs des droits des femmes et des enfants, ont appris que dans la ville d'Uvira située à l'Est de la République Démocratique du Congo dans la province du Sud-Kivu, plus de 8 cas d'enfants écoliers, qui allaient à l'école ou en rentraient, enlevés et tués ont été rapportés. Certains de leurs bourreaux exigent des parents de ces victimes même une rançon équivalente à 5 000\$/enfant pour qu'il soit libéré. Les autres leur mutilent des organes, génitaux et autres, pour des raisons qu'on ignore.

Le cas d'enlèvement le plus récent est celui survenu en date du 24 juillet 2021 en territoire de Fizi, secteur de Ngandja, localité de Nguma où on a enlevé une fillette de 12 ans appelée Mwavita Chakubuta, l'une des enfants dont l'association d'appui aux femmes et enfants vulnérables, ADAFEV, assume les charges scolaires. La victime partait à l'école à 7h avec les siens à moins de 3 km de son habitation quand ils ont rencontré leurs bourreaux non identifiés. Jusqu'à présent l'enquête continue pour trouver les responsables de ces braquages, mais en vain.

Selon les cas, les enfants enlevés sont victimes de tortures corporelles, de viol, sont privés de nourriture et de soins, et presque tous succombent à cause des souffrances et des conditions inhumaines qu'ils subissent.

Eu égard à ce qui précède, les enfants habitant dans ces contrées vivent avec la peur au ventre et la population ne sait pas à quel saint se vouer. L'Alliance Internationale des femmes est en solidarité avec l'Association d'appui aux femmes et enfants vulnérables, ADAFEV, en demandant la sécurité et la protection des droits humains au gouvernement Congolais, aux Organisations non gouvernementales et de conjuguer leurs efforts afin de mettre fin à cette barbarie qui endeuille la population en général et qui prive les enfants d'éducation.

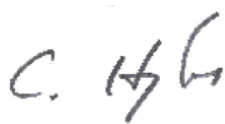
Le stress le plus aigu sur la santé et le bien-être est ressenti dans les pays vulnérables où les femmes et les filles ne sont pas protégées contre des violations des droits de l'Homme. L'Alliance internationale des femmes souligne l'importance pour les États membres de l'ONU d'agir de toute urgence pour intervenir dans les atrocités anarchiques commises contre les femmes et les enfants en République démocratique du Congo.

Les situations telles que décrites ci-dessus ne peuvent continuer à se produire en toute impunité et les acteurs étatiques et non étatiques doivent donc être tenus responsables des violations des droits de l'Homme.

Nous, les soussignées, avons confiance en votre détermination. Nous restons à votre entière disposition et vous remercions par avance de l'attention que vous porterez à cette question importante et urgente. Nous vous demandons de nous tenir informées des mesures prises à cet égard.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Haute-Commissaire, l'expression de nos sentiments de haute considération et d'estime.

Sincèrement,



Cheryl Hayles

Présidente

cherylhayles@sympatico.ca



Dr. Sibylle von Heydebrand

Représentante principale auprès des Nations Unies à Genève

svh@gmx.ch

www.womenalliance.org

IAW/IAF is in consultative status, category general, with the United Nations Economic and Social Council, enjoys participatory status with the Council of Europe, and is a member of the European Women's Lobby